



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT



N° 2 - mars 2014

Panorama au 4 mars 2014

Éditorial

Fermeté des prix nettement confirmée pour les vins en début de campagne 2013/2014

En 2013, les prix à la production des produits agricoles et les prix d'achat des intrants ont globalement augmenté au même rythme (+ 1,4 % par rapport à 2012). La fermeté des prix des vins d'appellation, confirmée sur les six premiers mois de la campagne 2013/2014, a principalement soutenu la hausse globale des prix agricoles sur un an. En 2013, cette hausse s'est avérée moins forte qu'en 2012, sous l'influence des prix céréaliers et oléagineux qui ont décroché à partir d'août 2013 au début de la nouvelle campagne après avoir atteint des sommets pendant la précédente campagne 2012/2013. Pour autant, malgré ce décrochement, les prix agricoles de 2013 se sont dans l'ensemble maintenus à des niveaux élevés, qu'il s'agisse des grandes cultures ou des productions animales. Le lait de vache a notamment bénéficié d'un redressement sensible du prix standard à partir du mois d'avril.

En janvier 2014, dans la continuité des baisses intervenues au cours des cinq

derniers mois de 2013 par rapport à 2012, les prix agricoles reculent de 6,5 % par rapport à janvier 2013 (*Infos rapides Prix agricoles et alimentaires, mars 2014*). Seuls les vins, le lait et, parmi les animaux de boucherie, les ovins et les porcins échappent à ce recul sur un an. La baisse des prix s'accroît globalement pour les animaux de boucherie et les volailles, de même que celle des fruits et légumes, le recul sur un an des prix est légèrement plus marqué que les mois précédents. S'agissant des intrants, le recul sur un an de leur prix d'achat global s'établit en janvier à - 4,3 %. Le rebond du prix des engrais et amendements compense la baisse du prix de l'énergie et des lubrifiants ; le prix d'achat des aliments pour animaux reste ferme, malgré un repli à l'aune du sommet exceptionnel de janvier 2013 (*Infos rapides Moyens de production, mars 2014*).

Pour les vins, la campagne de commercialisation en cours s'avère très dynamique après un démarrage difficile à

l'automne 2013. Vins d'appellation – notamment les vins de Bourgogne et de Bordeaux – et vins avec ou sans indication géographique protégée affichent des prix très soutenus par rapport à la campagne précédente, en lien avec de faibles disponibilités à l'automne (*Retards dans les productions végétales, liés aux épisodes froids et pluvieux du début de l'année 2013, Climatologie n° 2013/219, octobre 2013*). En 2013, le commerce extérieur a été affecté par un léger tassement des exportations, notamment vers l'Asie, tout en restant à un très haut niveau (*Fermeté du prix des vins en début de campagne de commercialisation 2013/2014, Viticulture n° 2014/233, mars 2014*).

En 2013, les ventes de vins qui tiraient la croissance des exportations françaises depuis trois ans ont en effet cessé de se développer en volume, le niveau élevé des prix assurant néanmoins une stabilité de la valeur exportée par rapport à 2012. Dans un contexte moins favorable des échanges extérieurs

vinicoles, l'excédent agroalimentaire français a conservé un niveau quasiment équivalent à celui de 2012 (11,6 milliards d'euros), grâce aux prix élevés des produits agroalimentaires et aux exportations céréalières en forte progression (*En 2013, les exportations de céréales permettent à l'excédent agroalimentaire de se maintenir à un haut niveau, Commerce extérieur agroalimentaire n° 2014/235, mars 2014*). Après un début d'année 2013 très dynamique, l'excédent a entamé une tendance baissière à partir d'avril qui se prolonge début 2014 : en janvier, l'excédent en produits bruts se contracte en effet avec la baisse des prix céréalières et la forte réduction des quantités vendues d'orge et de maïs (*Infos rapides Commerce extérieur agroalimentaire, mars 2014*).

Sur le marché intérieur, les retards de collecte de céréales dus aux conditions météorologiques défavorables du printemps 2013, ont été peu à peu comblés, grâce à une collecte importante en août pour le blé tendre et en octobre pour le maïs. Fin janvier 2014, la collecte cumulée approche ainsi son niveau moyen des cinq dernières campagnes. Sur le long terme, les variations de la collecte sont étroitement liées à celles de la production. Toutefois, pour le blé tendre, après une année 2008 atypique présentant un niveau de collecte particulièrement bas, la part de la production mise sur le marché s'est accrue en relation sans doute avec des prix désormais plus attractifs sur les marchés (*Une production de céréales davantage commercialisée, dans un contexte de prix élevés, Céréales n° 2014/232, mars 2014*). S'agissant des assolements en céréales pour 2014, la sole des cultures d'hiver serait globalement plus étendue qu'en 2013, le blé dur faisant exception (*Infos rapides Grandes cultures et fourrages, février 2014*).

Pour les légumes d'hiver, la baisse des prix par rapport aux années précédentes s'est globalement accentuée en janvier 2014. La douceur exceptionnelle des températures de janvier sur

l'ensemble du pays a limité la consommation d'endive, de chou-fleur, de poireau. Avec décembre et janvier déjà doux, l'hiver 2013-2014 se placerait selon Météo-France parmi les trois hivers les plus chauds depuis 1900 (*Infos rapides Climatologie, mars 2014*). Pour la carotte, cette période confirme les cours élevés enregistrés depuis le début de la campagne en mai 2013 (*Infos rapides Carotte, février 2014*). Au contraire pour l'endive, malgré une légère baisse de l'offre, les cours se situent au-dessous du prix moyen des mois de janvier 2009 à 2013 (*Infos rapides Endive, février 2014*). S'agissant des salades, laitue ou chicorée, les prix sont nettement inférieurs aux moyennes de saison. L'offre accrue par la douceur du temps déséquilibre le marché en face d'une demande toujours modeste depuis le début de l'hiver (*Infos rapides Chicorée et Laitue, février 2014*). Pour les fruits, la hausse des prix par rapport aux prix moyens des cinq dernières années se maintient au contraire. En ce qui concerne les stocks de pommes et poires, leur niveau est plus important que celui issu de la faible récolte 2012 (*Infos rapides Stocks Pomme-Poire, février 2014*).

En 2013, toutes les productions d'animaux vifs – bovine, ovine et porcine – ont été inférieures à celles de 2012. Pour les bovins, cette diminution résulte d'une baisse de la demande à l'exportation et sur le territoire français (*Infos rapides Bovins, février 2014*). La production ovine a baissé dans un contexte de baisse des effectifs ovins dans les exploitations. Malgré la progression des importations d'ovins vivants, les abattements ont poursuivi leur baisse et les exportations d'ovins vivants ont également diminué. La baisse de la demande s'est traduite par un recul de la consommation qui a entraîné une diminution des importations. En janvier 2014, les abattements de bovins de plus d'un an, toutes catégories confondues, sont en retrait de 3 % alors que les cours sont également en repli. En revanche, les abattements de veaux de boucherie progressent, de même que ceux des ovins de réforme alors que les abattements d'agneaux diminuent

légèrement (*Infos rapides Ovins, février 2014*). Ceux des porcins se redressent par rapport à janvier 2013 (*Infos rapides Porcins, février 2014*).

En quinze ans, la production française de volailles s'est réduite de près d'un cinquième. Au cours de la période 1998-2006, la baisse est tendancielle. À partir de 2007, la production s'est stabilisée notamment grâce au poulet dont les exportations et la consommation intérieure ont progressé. En 2013, la consommation française de viandes de volaille a atteint son plus haut niveau depuis 40 ans. Depuis 1998, le solde du commerce extérieur de viande et préparations de volaille s'est fortement réduit, mais reste positif. Après la crise de l'influenza aviaire en 2007, les exportations de poulet ont nettement repris vers les pays tiers. Les importations en provenance de l'Union européenne sont toutefois en forte progression, notamment les pièces désossées de poulet et de dinde. Ces dernières années, le solde commercial s'est stabilisé pour le poulet, mais continue de s'effriter pour la dinde (*En 2013, la consommation française de volailles est au plus haut, dynamisée par le poulet, Aviculture n° 2014/234, mars 2014*). En décembre 2013, les mises en places de poulets de chair continuaient à se réduire fortement. En janvier 2014, le fort repli des abattements de volailles par rapport à janvier 2013 concerne toutes les espèces, à l'exception du canard à gaver et la baisse des prix des volailles, observée depuis octobre 2013, s'accroît nettement (*Infos rapides Aviculture, mars 2014*).

S'agissant des produits animaux, les prix des œufs de consommation sont passés depuis décembre 2013 en deçà des prix moyens des cinq années précédentes. En 2013, leur production a fortement progressé par rapport à 2012. Cette forte progression est la conséquence d'une importante augmentation des mises en place de poussins de poulettes de ponte, faisant suite à la pénurie d'œufs intervenue courant 2011 et liée à la mise aux normes des cages.

En janvier 2014, le dynamisme de la collecte laitière enregistré en décembre 2013 se poursuivrait, soutenu notamment par les régions de l'Ouest et du Nord, selon les premières esti-

mations de FranceAgriMer. En cumul sur l'année 2013, les principales fabrications de produits laitiers ont été stables, voire en retrait par rapport à l'année précédente. Sur l'ensemble de

l'année 2013, la collecte de lait de chèvre a reculé par rapport à 2012, tandis que celle de lait de brebis est restée stable (*Infos rapides Lait, février 2014*).

Christine Deroin
et les rédacteurs des Infos
rapides et Synthèses

Publication réalisée par le Service de la Statistique et de la Prospective (SSP)
au Secrétariat général avec la collaboration de
la Direction Générale des Politiques agricole, agroalimentaire et des territoires (DGPAAT)
Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

Sommaire des synthèses

Synthèses

Une production de céréales davantage commercialisée, dans un contexte de prix élevés <i>Céréales</i>	7	A. Renaud
Fermeté du prix des vins en début de campagne de commercialisation 2013/2014 <i>Viticulture</i>	13	L. Bernadette
En 2013, la consommation française de volailles est au plus haut, dynamisée par le poulet <i>Aviculture</i>	17	C. Pendarès
En 2013, les exportations de céréales permettent à l'excédent agroalimentaire de se maintenir à un haut niveau <i>Commerce extérieur agroalimentaire</i>	23	G. Wemelbeke

Organismes et abréviations 33

Pour en savoir plus 35

Liste des Infos rapides parues

Animaux de boucherie - Bovins, n° 2/11, février 2014	M.A. Lapuyade
Animaux de boucherie - Ovins, n° 2/11, février 2014	M.A. Lapuyade
Animaux de boucherie - Porcins, n° 2/11, février 2014	C. Pendarès
Aviculture, n° 03/11, mars 2014	C. Pendarès
Carotte, n° 5/6, février 2014	P. Arnoux
Chicorée, n° 4/5, février 2014	P. Arnoux
Climatologie, n° 03/12, mars 2014	J. Gabrysiak
Commerce extérieur agroalimentaire, n° 03/12, mars 2014	G. Wemelbeke
Endive, n° 3/5, février 2014	P. Arnoux
Grandes cultures et fourrages, n° 1/10, février 2014	C. Pendarès
Lait, n° 2/12, février 2014	S. Cazeneuve
Laitue, n° 5/6, février 2014	P. Arnoux
Moyens de production, n° 03/10, mars 2014	H. Bouhalli, B. Edan
Prix agricoles et alimentaires, n° 03/10, mars 2014	C. Deroin
Stocks Pomme-Poire, n° 5/10, février 2014	L. Bernadette
Tableau de bord mensuel des IAA, mars 2014	C. Barry

Les Infos rapides sont disponibles dans « Conjoncture » sur www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les principales séries mensuelles sont disponibles dans le Bulletin, et les données détaillées dans les Données en ligne du site Agreste.

[Retour éditorial](#)

Une production de céréales davantage commercialisée, dans un contexte de prix élevés

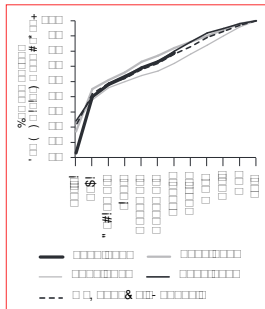
La collecte des céréales a été nettement retardée au début de la campagne de commercialisation 2013/2014, en raison des conditions météorologiques particulièrement humides. Les retards ont été peu à peu comblés, grâce à une collecte importante en août pour le blé tendre, et des niveaux élevés de collecte en octobre pour le maïs. Fin janvier, la collecte cumulée est proche de son niveau moyen des cinq dernières campagnes. Sur le long terme, les variations de la collecte sont étroitement liées aux variations de la production. Pour le blé tendre toutefois, après une année atypique en 2008 présentant un niveau de collecte particulièrement bas, les cinq dernières campagnes ont été marquées par un accroissement de la part de la production mise sur le marché, à relier sans doute aux prix élevés du blé tendre. Les comportements de collecte de l'orge ont également changé depuis le début des années 1990, avec une place de plus en plus prépondérante allouée à la commercialisation et une diminution de l'auto-consommation.

La production de céréales réalisée au cours d'une campagne peut être collectée en vue d'une mise sur le marché ou être en partie consommée à la ferme ou stockée.

Les conditions météo de l'été 2013 ont retardé la collecte de céréales

Au cours de la campagne de commercialisation 2013/2014, la collecte française de blé tendre s'est effectuée plus tardivement que les années précédentes. Alors que le mois de juillet engrange habituellement 31 % de la collecte annuelle (moyenne 2008-2012), seulement 13 % ont été collectés en juillet 2013. Un rattrapage important a été observé en août où

Blé tendre : collecte exceptionnellement faible en juillet 2013



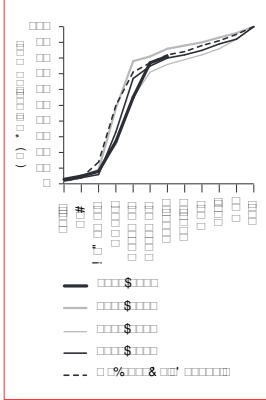
Source : FranceAgrimer

37 % de la collecte annuelle a été assurée (contre 21 % en moyenne sur la période 2008-2012), ce qui a permis de combler le retard. Fin janvier, la collecte cumulée est légèrement supérieure à son niveau moyen. La situation est similaire pour l'orge : en juillet, la collecte était 25 % plus faible qu'en moyenne. Fin janvier, la collecte cumulée se rapproche de la moyenne (-2 %).

La collecte de maïs a également connu un net retard. Elle s'est reportée sur le mois de novembre, alors qu'elle atteint généralement un pic en octobre. Fin octobre 2013, les quantités collectées depuis le début de campagne étaient déficitaires de 39 % par rapport à une

année moyenne. Le retard s'est amoindri grâce à des niveaux élevés de collecte en novembre et dans une moindre mesure, en décembre. Fin janvier, la collecte est, en cumul, inférieure de 2 % à son niveau moyen. Au niveau

Collecte de maïs : retard marqué en Aquitaine durant l'automne 2013



Source : FranceAgriMer

régional, le Centre et le Sud-Ouest de la France ont connu des retards de collecte particulièrement marqués. Fin novembre, dans les régions Centre, Aquitaine et Midi-Pyrénées, les taux de collecte (respectivement 41 %, 52 % et 38 %) étaient nettement inférieurs aux taux observés en moyenne à cette date (respectivement 55 %, 71 % et 54 %). Fin janvier, la collecte reste déficitaire dans le Centre et en Aquitaine.

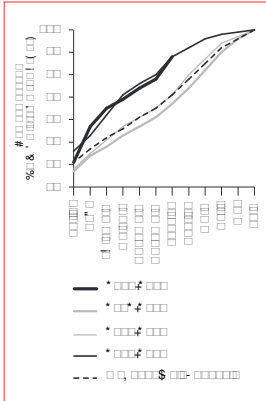
Tant pour le blé tendre que pour le maïs, la collecte 2008/2009 avait elle aussi été retardée, mais cette fois en lien avec le comportement des producteurs et non à cause des conditions climatiques (*Campagne céréalière 2008/2009 : retard des mises en marché, Céréales n° 2009/67, avril 2009*). En effet, dans un contexte de chute des cours à partir du mois de mars 2008 après une flambée des prix au début de la campagne 2007/2008 (le cours du blé tendre rendu Rouen était passé de 191 €/t en juillet 2007 à 281 €/t en mars 2008 avant de retomber à 197 €/t en juin 2008), une plus grande rétention à la ferme avait été constatée, les producteurs attendant de « meilleurs » prix pour vendre. S'agissant du blé dur, le rythme de col-

lecte est particulièrement soutenu en 2013/2014, à partir du mois d'août 2013. Fin janvier 2014, 88 % du total de campagne prévu ont été collectés, contre 71 % pour une année moyenne. Ce taux particulièrement élevé est lié à une récolte 2013 basse. Avec 1,8 Mt, elle serait inférieure de 26 % à la production 2012, suite à l'effondrement de la sole de blé dur (- 100 000 hectares), en lien notamment avec de mauvaises conditions météorologiques lors des semis et un contexte de prix défavorable par rapport au blé tendre. La collecte est en avance dans l'ensemble des régions de production. Fin janvier, elle atteint 74 % dans le Centre (63 % en moyenne), 92 % dans le Languedoc-Roussillon (84 %), 100 % en Midi-Pyrénées (67 %), 81 % dans les Pays de la Loire (77 %), 88 % en Poitou-Charentes (82 %) et 100 % en PACA (98 %).

Une forte corrélation entre production et collecte de céréales sur le long terme...

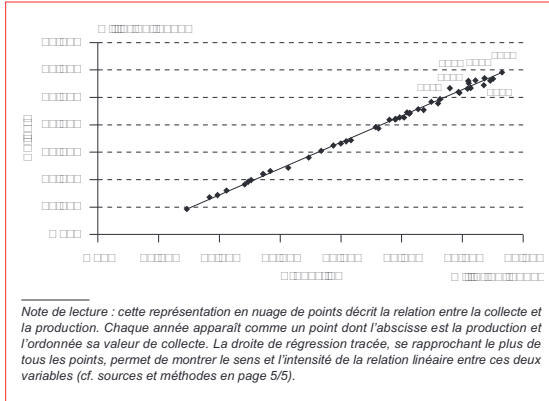
Sur longue période, on constate une forte corrélation entre collecte et production, pour les principales céréales. En particulier pour le blé tendre, 99 %

Campagne céréalière 2013/2014 : rythme de collecte soutenu pour le blé dur



Source : FranceAgriMer

Blé tendre : forte corrélation entre production et collecte



Note de lecture : cette représentation en nuage de points décrit la relation entre la collecte et la production. Chaque année apparaît comme un point dont l'abscisse est la production et l'ordonnée sa valeur de collecte. La droite de régression tracée, se rapprochant le plus de tous les points, permet de montrer le sens et l'intensité de la relation linéaire entre ces deux variables (cf. sources et méthodes en page 5/5).

Source : FranceAgriMer

des variations de la collecte s'expliquent par la production. L'autoconsommation est la différence entre la production et la collecte, sous l'hypothèse de variation nulle du « stock de fin de campagne » à la ferme. Bien que la corrélation entre collecte et production soit forte sur l'ensemble de la période, des points s'écartent de la tendance au cours des dernières années.

L'année 2008 a été atypique, avec une collecte en net retrait. De 2009 à 2013, la collecte est au contraire particulièrement haute, dans un contexte de prix élevés du blé tendre sur les marchés. La flambée des cours des céréales incite en effet les éleveurs à plutôt recourir aux achats d'aliments composés et à vendre leurs céréales produites, ou bien à éviter d'en ache-

ter pour fabriquer eux-mêmes leur aliment à la ferme.

En maïs, comme pour le blé tendre, une forte corrélation entre production et collecte est vérifiée sur la période 1970-2013.

Pour le blé dur, la relation entre collecte et production est aussi particulièrement

Spécialisation des régions françaises

Les surfaces agricoles et les cheptels sont valorisés selon des coefficients permettant le calcul de la production brute standard (PBS). Ces coefficients résultent des valeurs moyennes sur la période 2005 à 2009. La PBS décrit un potentiel de production des exploitations et per-

met de les classer en « moyennes et grandes exploitations » quand elle est supérieure ou égale à 25000 euros, en « grandes exploitations » quand elle est supérieure ou égale à 100 000 euros. La contribution de chaque surface ou cheptel à la production brute standard permet éga-

lement de classer les exploitations selon leur orientation technico-économique. Une exploitation est spécialisée dans un domaine si la PBS de la ou des productions concernées dépasse deux tiers du total.

Des régions spécialisées : grandes cultures au Nord et dans le Sud-Ouest, élevages à l'Ouest et en montagne

Régions	Production brute standard en 2010, toutes spécialisations confondues				
	Grandes cultures	Cultures spéciales	Élevages herbivores	Élevages hors-sol	Polyculture, polyélevage, autres
	En % du total				
France métropolitaine	19	27	25	17	12
Bretagne	4	3	27	57	8
Pays de la Loire	4	21	30	34	11
Champagne-Ardenne	25	58	6	2	9
Aquitaine	9	51	13	16	11
Centre	50	19	11	7	14
Midi-Pyrénées	19	15	38	14	14
Poitou-Charentes	24	27	22	12	16
Bourgogne	19	44	19	6	12
Rhône-Alpes	8	33	32	14	12
Picardie	57	11	11	4	16
Basse-Normandie	9	6	60	14	11
Nord-Pas-de-Calais	36	6	22	12	24
Provence-Alpes-Côte d'Azur	7	78	6	2	7
Languedoc-Roussillon	5	75	10	3	7
Auvergne	9	3	67	12	8
Lorraine	21	4	41	4	30
Haute-Normandie	39	4	26	6	26
Alsace	21	49	11	6	13
Franche-Comté	8	10	62	5	15
Île-de-France	75	15	2	3	6
Limousin	1	8	74	9	8
Corse	2	63	26	3	6

Note de lecture : en Midi-Pyrénées en 2010, 38 % de la production brute standard appartient aux Otex « élevages herbivores ». Le total de chaque ligne fait 100 %. Pour une région donnée, l'Otex dominante figure en gras sur fond coloré. La seconde Otex dominante figure sur fond coloré.

Source : Agreste

robuste, d'autant plus que la quasi-totalité de la récolte de blé dur est collectée : 95 % en moyenne depuis 1970.

... mais une moindre autoconsommation de blé tendre dans les régions d'élevage sur la période récente

Au niveau régional, la relation entre collecte et production de blé tendre est également solide, que ce soit dans des régions à dominante Grandes cultures, comme la Picardie ou la région Centre ou bien dans des régions d'élevage, comme les Pays de la Loire ou la Bretagne.

Dans les régions céréalières, la quasi-totalité de la production est collectée : en Picardie et dans la région Centre, en moyenne 95 % de la production annuelle a été collectée entre 1988 et 2013. En Picardie, cette proportion a

globalement été stable depuis 1988, les écarts de production étant répercutés sur la collecte.

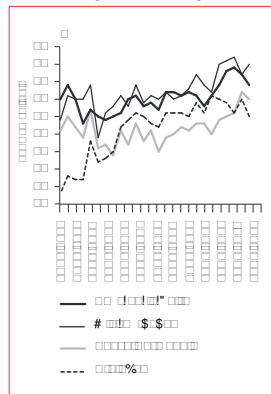
Dans les régions d'élevage, et particulièrement en Bretagne, les comportements de commercialisation du blé tendre ont radicalement changé au cours des vingt-cinq dernières années. Alors qu'en 1988, seulement la moitié de la production bretonne de blé tendre était collectée, c'est le cas aujourd'hui pour les trois quarts des quantités.

Dans la plupart des régions d'élevage, la campagne 2008/2009 a été atypique, comme au niveau national, avec une collecte retardée et basse. L'autoconsommation a atteint un pic au cours de cette campagne dans les Pays de la Loire, en Basse-Normandie, et en Midi-Pyrénées. Après 2008/2009, l'autoconsommation diminue dans ces régions.

Orge : hausse de la collecte et baisse de l'autoconsommation à partir de 1990

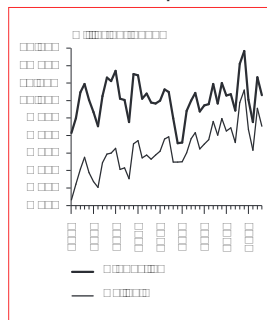
Pour l'orge, la production et la collecte apparaissent globalement peu corrélées si l'on considère les séries longues depuis 1970 : les quantités produites expliquent à seulement 45 % les variations de collecte. La corrélation est toutefois plus forte si l'on scinde la période en deux sous-périodes, illustrant un changement de comportement des producteurs. Au début des années 1970, le taux de collecte de l'orge était inférieur à 60 %, l'orge étant abondamment consommée à la ferme pour l'alimentation animale. Depuis 1970, la collecte a nettement changé de structure, avec une place de plus en plus prépondérante allouée à la commercialisation. Le point de rupture correspond à la fin des années 1980. Sur chacune des sous-périodes, 1970-1989 et 1990-2013, la collecte finale apparaît assez fortement liée au niveau de production.

Blé tendre : tendance à la hausse des taux de collecte dans les régions d'élevage



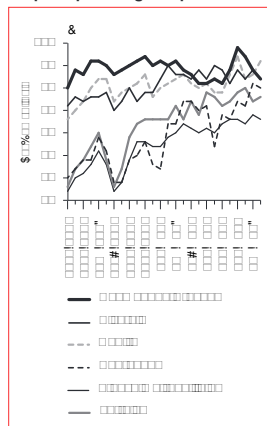
Sources : Agreste, FranceAgriMer

Orge : l'autoconsommation a fortement diminué à partir de 1990



Sources : Agreste, FranceAgriMer

Orge : des taux de collecte plus élevés depuis le début des années 2000, dans les principales régions productrices



Sources : Agreste, FranceAgriMer

Sources, définitions et méthodes

Sources

- Les données de surfaces et production sont issues de la Statistique Agricole Annuelle, opération de synthèse établie par chaque service statistique des directions régionales de l'Agriculture et de la Forêt.
- Les données de collecte proviennent de FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer. À partir du 1^{er} juillet 2012, la collecte est déclarée par département de production c'est-à-dire le département où est situé le siège social de l'exploitation. Auparavant, elle était déclarée par département d'exploitation du silo.
- Les données de surface, de production et de collecte de la campagne 2013/2014 sont provisoires.

Méthodologie

Estimation des liens entre la collecte et la production :

- Pour chacune des quatre céréales – blé tendre, blé dur, orge et maïs –, la relation entre le niveau de collecte au cours de la campagne, et le niveau de production annuel est modélisée par une relation linéaire. L'estimation porte sur la période 1970-2013 au niveau France métropolitaine et sur la période 1988-2013 au niveau régional.
- Pour le blé tendre, la collecte est expliquée par la production selon le modèle de régression linéaire simple suivant :
 $collecte = 0,96 \cdot production - 2\,073$
- On considère le total [autoconsommation + variations de stocks à la ferme] comme la différence entre la collecte et la production. Dans l'équation, ce total peut être interprété comme la somme entre une part fixe (2 073 milliers de tonnes), et une part variable, dépendant du niveau de production de l'année.
- Le **coefficient de détermination** donne une indication de la qualité d'ajustement du modèle. Il permet d'apprécier la contribution de la variable « production » pour expliquer les fluctuations de la variable dépendante (la collecte). Il correspond à la proportion de la variation totale qui est expliquée par la droite de régression.

Dans le cas du blé tendre, 99 % des variations de la collecte s'expliquent par la production.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne - Disar », rubrique « Statistique Agricole Annuelle » pour les séries chiffrées de surfaces, rendements, productions
- dans la rubrique « Conjoncture - Grandes cultures et fourrages » pour les publications Agreste Conjoncture et les données régionales de la situation mensuelle grandes cultures

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Semis d'hiver : des surfaces en hausse, sauf pour le blé dur », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 1/10, février 2014.
- « Depuis 50 ans, l'offre mondiale de céréales s'est régulièrement adaptée à la demande », Synthèses céréales n° 2013/229, janvier 2014
- « En 2013, chute de la production française de blé dur », Synthèses céréales n° 2013/221, octobre 2013
- « Le climat de 2013 a fait diminuer les rendements du maïs », Infos rapides Grandes cultures et fourrages n° 9/10, novembre 2013

Retour éditorial

Fermeté du prix des vins en début de campagne de commercialisation 2013/2014

Après un début lent, la campagne de commercialisation 2013/2014 est dynamique pour les vins avec indication géographique protégée. À la mi-campagne 2013/2014, les prix de l'ensemble des vins restent très fermes par rapport à la campagne précédente, en lien avec les faibles disponibilités en début de campagne. En 2013, le commerce extérieur connaît un léger tassement des exportations, notamment vers l'Asie, tout en restant à un très haut niveau.

Ventes en vrac en hausse pour les vins IGP, en baisse pour les vins sans IG

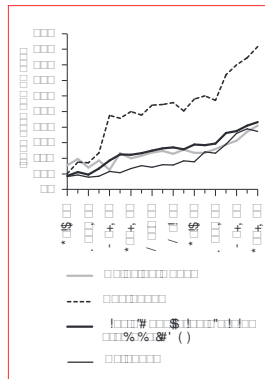
Après un début de campagne lent à se mettre en place en raison d'un retard de la vendange 2013, les volumes des transactions de vins en vrac avec indication géographique protégée (IGP) dépassent ceux de l'an dernier, d'après les données collectées par FranceAgriMer. Sur le cumul des six premiers mois de la campagne 2013/2014, les échanges de vins IGP rouges-rosés et blancs progressent de respectivement 2 % et 13 % par rapport à la campagne précédente. À l'inverse, les volumes échangés des vins sans IG rouges et blancs diminuent sur la même période par rapport à la campagne précédente, de respectivement 23 % et 28 %. La conjonction de stocks faibles dans

cette catégorie en début de campagne 2013/2014, à 1,7 million d'hectolitres (- 34 % comparé au niveau de 2012/2013, à 2,5 millions d'hl), et d'une récolte 2013 réduite par rapport à la moyenne des cinq dernières années (- 29 %) pourrait expliquer ce recul. Les vins sans IG hors cépage sont plus impactés par cette baisse (- 32 %) que ceux avec mention de cépage (- 9 %). Ces évolutions correspondent à la mi-campagne, pour un volume cumulé représentant un peu plus de 50 % en moyenne de l'ensemble d'une campagne.

Fermeté des prix des vins

Sur le premier semestre de campagne, les prix moyens pondérés des vins IGP et sans IG augmentent de respectivement 6 % et 11 %, toutes couleurs confondues, en lien avec les faibles

Prix à la production des vins d'appellation orientés à la hausse



disponibilités (production 2013 + stocks) de début de campagne (- 5 % sur un an). La plus forte augmentation de prix concerne les vins blancs sans IG (+ 14 %, à 6,59 €/hl) dont les cours sur les derniers mois sont bien orientés, puis viennent les vins rouges sans IG (+ 10 %, à 5,53 €/hl), les vins blancs IGP (+ 7 %, à 7,15 €/hl) et les vins rouges IGP (+ 5 %, à 6,05 €/hl).

Pour les vins d'appellation hors champagnes, les prix sur le premier semestre de campagne (août-janvier) augmentent de 18 % par rapport à la même période de l'année précédente et de 25 % par rapport à la même période des années 2008-2012, en lien avec les faibles disponibilités de début de campagne (- 6 % sur un an). Dans la plupart des bassins viticoles, les prix de début de campagne sont en hausse sur un an. Pour les vins de Bordeaux, les cours progressent de 20 %, comparés à 2012 (+ 23 % comparés à la moyenne des cinq dernières campagnes). Pour les vins de Bourgogne, les prix progressent tant par rapport à 2012 (+ 32 %) que par rapport à la moyenne sur cinq ans (+ 51 %). Pour l'appellation Côtes-du-Rhône, les prix augmentent de 12 %, comparés à ceux de l'an dernier, et de 21 % à la moyenne quinquennale. Les prix des vins de Provence grimpent de 22 % sur un an et de 38 % par rapport à la moyenne.

Tassement des exportations de vins en 2013, après une hausse continue depuis trois ans

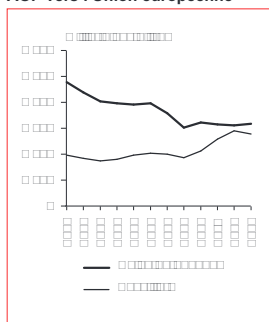
En 2013, les exportations globales de vins hors spiritueux diminuent en volume de 3 % par rapport à 2012, à 14,5 millions d'hectolitres après la faible récolte de 2012, tout en restant stables en valeur. Ce léger tassement intervient après trois années de hausse. Les volumes exportés vers l'Union européenne sont stables à 9,1 millions d'hl, alors que les volumes vers les pays tiers (5,4 millions d'hl) reculent de 6 %.

Parmi les différentes catégories de vins, les exportations des vins tranquilles d'appellation d'origine protégée (AOP) diminuent tant en volume (- 1 %), à 5,9 millions d'hl qu'en valeur (- 2 %). Ces vins bénéficient d'une reprise dans l'Union européenne (+ 2 % en volume), notamment en Allemagne (+ 3 %) et au Royaume-Uni (+ 1 %), celui-ci étant notre principal partenaire européen. Néanmoins, cette progression dans ce pays se fait au détriment des prix, puisque la valeur des ventes recule de 6 % sur un an. Vers les pays tiers, les volumes d'AOP exportés reculent de 4 %, notamment vers l'Asie. Ce recul atteint - 14 % en volume et - 16 % en valeur en Chine sur un an, après une croissance ininterrompue depuis dix ans.

À partir d'août 2013, le reflux des volumes est important. La procédure antidumping, menée par Pékin contre les entreprises vinicoles européennes, a pu conduire les opérateurs à un certain attentisme. Vers Hong Kong, les volumes régressent de 15 % alors que la valeur parvient à progresser de 2 %, grâce à une progression des prix de 14 %, à 26 €/l. Cette progression fait suite à une baisse importante des prix en 2012. Les ventes vers le Japon accusent également une baisse en volume (- 8 %) et en valeur (- 7 %). Vers les États-Unis, la croissance est toujours bien orientée tant en volume (+ 5 %) qu'en valeur (+ 3 %).

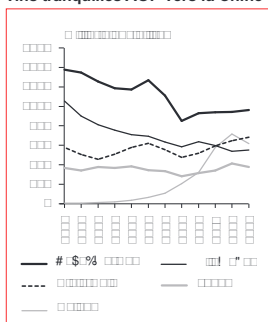
Les autres vins tranquilles enregistrent une diminution de leurs volumes exportés, à 7 millions d'hl (- 5 %), en lien avec la faiblesse de la récolte qui a frappé ces catégories en 2012, surtout les vins sans IG. Sur un an, les vins IGP et sans IG perdent respectivement 1 % et 8 % en volume, mais gagnent tous deux 4 % en valeur. Après plusieurs années de progression, les exportations de vins sans IG avec mention de cépage baissent sur un an de 9 % en volume, à 1,2 million d'hl, et de 3 % en valeur. Néanmoins, les volumes exportés de vins IGP à destination du Moyen-Orient progressent sur un an de 83 %, à 14 000 hl.

En 2013, léger rebond des exportations de vins tranquilles AOP vers l'Union européenne



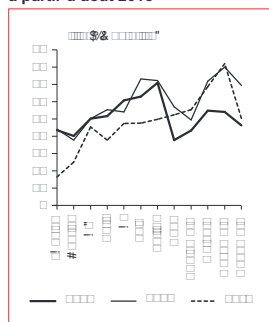
Source : DGDDI (Douanes)

Recul des exportations de vins tranquilles AOP vers la Chine à partir d'août 2013



Source : DGDDI (Douanes)

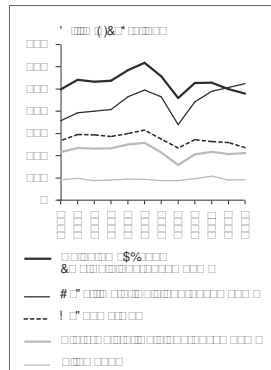
Décrochage des volumes d'AOP tranquilles exportés vers la Chine à partir d'août 2013



Source : DGDDI (Douanes)

S'agissant des vins de Champagne, leurs exportations sont stables en volume, à 1 million d'hl tandis qu'elles s'apprécient en valeur (+ 1 %), ce qui constitue leur deuxième meilleure performance depuis cinq ans. À destination de l'Union européenne, les ventes poursuivent leur recul (- 3 %) tout en progressant en valeur (+ 1 %). La situation est contrastée entre l'Union européenne à 15 (- 4 % en volume mais stable en valeur) et les nouveaux membres de l'est de l'UE (+ 19 % en volume). Les volumes exportés augmentent de 3 % vers les pays tiers.

Stabilité des exportations de champagnes en 2013



Les exportations vers l'ensemble Belgique-Luxembourg et les États-Unis ont été regroupées pour rendre cohérentes les comparaisons sur longue période. En 2007 et 2008 notamment, suite à l'implantation d'une plate-forme d'exportation de produits alcoolisés en Belgique, une partie des exportations de champagnes français ont transité par la Belgique pour atteindre les États-Unis.

Source : DGDDI (Douanes)

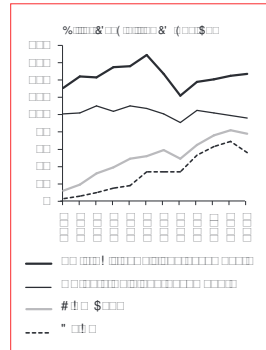
Mais cette progression masque des disparités entre pays. Vers la Chine, les volumes exportés décrochent de 41 % en raison d'une conjoncture défavorable. Mais depuis 2001, les ventes ont été multipliées par 25, à 6 000 hl. La croissance se poursuit à Singapour (+ 8 % à 91 000 hl). Le Danemark, la Communauté des États Indépendants (CEI) et le Moyen-Orient enregistrent sur un an une hausse des volumes exportés de respectivement + 15 % à 8 000 hl, + 36 % à 10 000 hl et + 12 % à 15 000 hl. Malgré des volumes relativement faibles, le marché est en expansion dans la CEI et au Moyen-Orient puisqu'ils ont été multipliés par 5 et 7 depuis 2001.

S'agissant du vin de Cognac, les quantités exportées s'effritent de 3 %, à 453 000 hl d'alcool pur. Le chiffre d'affaires de 2013, bien qu'en baisse de 2 % sur un an, à 2,354 milliards d'euros selon les premiers chiffres des douanes, figure avec 2012 parmi les plus élevés depuis plus de dix ans. La baisse des volumes exportés concerne l'Union européenne (- 4 %, à 99 000 hl d'alcool pur), la Chine (- 18 %, à 56 000 hl d'alcool pur) et Singapour (- 6 %, à 78 000 hl d'alcool pur). Toutefois, le recul en Chine est plutôt lié à un contexte conjoncturel, les ventes ayant bondi de 692 hl en 2001 à 56 000 hl en 2013. De plus, à l'exception de la Chine, ce recul des volumes s'est accompagné d'une revalorisation du prix, permettant un maintien du chiffre d'affaires pour l'Union européenne et une hausse de 4 % de celui de Singapour. À l'inverse, aux États-Unis, les volumes exportés de Cognac progressent de 2 %, à 153 000 hl d'alcool pur. De même, les volumes sont orientés à la hausse vers les nouveaux membres à l'est de l'Union européenne (+ 8 % à 15 000 hl). Dans ce groupe, les volumes ont été multipliés par 5

depuis 2001. Le continent africain, bien qu'achetant des quantités relativement modestes (9 000 hl d'alcool pur), enregistre une forte progression d'achat de vin de Cognac sur un an (+ 28 %), notamment en Afrique australe : en 12 ans, les exportations de Cognac ont été multipliées par 7 en Afrique (par 12 en Afrique australe en passant de 260 hl à 3 200 hl).

Les vins de Champagne et de Cognac représentent ensemble seulement 13 % des volumes de vins et spiritueux exportés mais pèsent 45 % du chiffre d'affaires de la filière à l'exportation.

Félichsissement des volumes exportés de Cognac



Les exportations vers l'ensemble Belgique-Luxembourg et les États-Unis ont été regroupées pour rendre cohérentes les comparaisons sur longue période. En 2007 et 2008 notamment, suite à l'implantation d'une plate-forme d'exportation de produits alcoolisés en Belgique, une partie des exportations de cognac français ont transité par la Belgique pour atteindre les États-Unis.

Source : DGDDI (Douanes)

Sources et définitions

Sources

- Les prix et volumes de ventes en vrac des vins sans IG et IGP au niveau de la première commercialisation sont issus des contrats de vins en vrac suivis par FranceAgriMer www.franceagrimer.fr/.
- Les données de consommation taxée sont fournies par le bureau F3 de la direction générale des douanes et des droits indirects (Douanes) : www.douane.gouv.fr/.
- Les données du commerce extérieur français des vins sont fournies par la direction générale des douanes et droits indirects (Douanes).

Définition

- Vin tranquille : tout vin qui n'est pas effervescent.

Pour en savoir plus

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Une récolte de vin estimée à 42,3 millions d'hectolitres », Infos rapides Viticulture n° 5/5, novembre 2013
- « Valeur record des exportations de vins d'appellation en 2012 », Synthèses n° 2013/207, avril 2013
- « Progression des ventes et des exportations de vins sans IG avec mention de cépage » Synthèses n° 2003/203, mars 2013
- « En 2013, cours des vins soutenus en raison de faibles disponibilités », Synthèses n° 2013/227, décembre 2013

[Retour éditorial](#)

En 2013, la consommation française de volailles est au plus haut, dynamisée par le poulet

En quinze ans, la production française de volailles s'est réduite de près d'un cinquième. Au cours de la période 1998-2006, la baisse est tendancielle. À partir de 2007, la production se stabilise, notamment grâce au poulet dont les exportations et la consommation intérieure progressent. En 2013, la consommation française de viandes de volaille atteint son plus haut niveau depuis 40 ans. Depuis 1998, le solde du commerce extérieur de viandes et préparations de volaille s'est fortement réduit, mais reste positif. En 2007, après la crise de l'influenza aviaire, les exportations de poulet sont en nette reprise vers les pays tiers. Les importations en provenance de l'Union européenne sont toutefois en forte progression, notamment les pièces désossées de poulet et de dinde. Ces dernières années, le solde se stabilise pour le poulet, mais continue de s'effriter pour la dinde.

En 2012, la production mondiale de volailles approchait 106 millions de tonnes, celle de l'Union européenne étant de 12,6 millions de tonnes, selon FAOSTAT. En 2013, comme en 2012, la production française de volailles est estimée par le Service de la statistique et de la prospective à près de 1,9 million de tonnes.

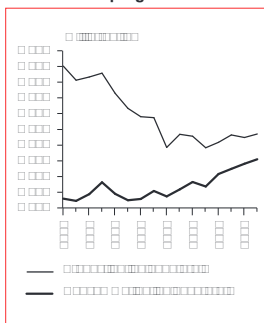
1998-2006 : baisse tendancielle de la production française de volailles

L'année 1998 a enregistré une production record pour les volailles françaises sur les 40 dernières années, avec un total de plus de 2,3 millions de tonnes. De 1998 à 2006, la production de volailles s'est réduite de 22 % (1/2 million de tonnes de moins environ). Cette

baisse tendancielle est toutefois marquée par deux événements. Le premier, survenu en 2001, correspondait à un pic positif, à la suite du repli des consommateurs vers la viande de volaille pendant la crise d'encéphalite spongiforme bovine et le début d'épidémie de fièvre aphteuse concernant bovins, ovins et porcins. Le second, d'octobre 2005 au début de l'été 2006, aux conséquences opposées, était relatif à la crainte des risques liés au virus H5N1 qui a fortement perturbé le marché de la volaille, à l'échelle française, européenne et même mondiale.

La tendance globale à la baisse est liée surtout à la chute régulière des exportations de viandes de volaille (- 380 000 tonnes de 1998 à 2006), la

Depuis 1998, la consommation de volailles a progressé



Source : Agreste

consommation indigène étant en légère augmentation au cours de la période (+ 1 %). De 1998 à 2006, les exportations de viande de poulet et de dinde ont chuté respectivement de 43 % et de 42 %. À l'inverse, les envois de viandes et préparations de canard ont progressé de près de 5 %. Sur la période, les importations de viandes et préparations de volaille ont explosé (+ 90 %), entraînant le solde du commerce extérieur vers le bas, mais sans l'empêcher de rester positif (290 000 tonnes en 2006 contre 800 000 tonnes

en 1998, soit près de 2/3 de moins). S'agissant de la consommation, le recul de celle de viande de dinde (- 13 %) a été compensé par les progressions des viandes de poulet et de canard (respectivement + 8 % et + 22 %).

2006-2013 : la production se stabilise suite à une meilleure tenue des exportations et de la consommation intérieure

De 2006 à 2013, la production de volailles s'est stabilisée. Toutefois, l'ensemble volailles n'a pas retrouvé son niveau de 2005 (- 5 %, soit 100 000 tonnes de moins). La situation est contrastée suivant les espèces : la production de dinde poursuit sa chute, alors que celle de poulet progresse jusqu'à retrouver en 2013 son niveau de 1999. La production de canard à rôti et à gaver se replie de 14 % depuis 2006.

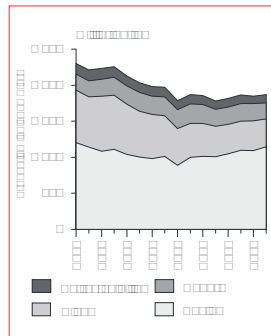
Au cours de la période, la baisse de l'excédent des échanges extérieurs a ralenti en même temps que la consommation intérieure augmentait. Le solde des échanges de viande et préparations de volailles s'est ainsi creusé de 170 000 tec, alors qu'il avait perdu près

de 500 000 tec entre 1998 et 2006. Ce ralentissement concerne la dinde, mais surtout le poulet. Pour cette espèce, a joué le fait que le poulet export, vendu au Moyen-Orient et soutenu par les restitutions, compense en partie la baisse vers l'Union européenne qui n'a pas décélééré.

Au cours de la période considérée, la consommation française de viande de volailles progresse de 16 % pour atteindre en 2013 son plus haut niveau depuis 40 ans. Cette progression est forte, notamment à compter de 2010 suite à la crise économique internationale qui impacte les autres viandes, plus chères. Les consommateurs privilégient cette viande encore peu onéreuse et facile à cuisiner, notamment celle de poulet. La situation est toutefois contrastée suivant les espèces : la progression de la consommation de poulet est nette (+ 38 %), alors que les consommations de dinde et de canard sont en baisse par rapport à 2006.

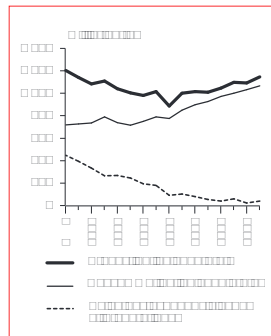
En 2013, la production de volaille reprend légèrement. Cette reprise est liée à la bonne tenue des exportations de poulet dans l'UE et vers les pays tiers et une demande intérieure soutenue pour cette viande.

Depuis 1998, la part de la production de poulet a progressé, au détriment de celle de dinde



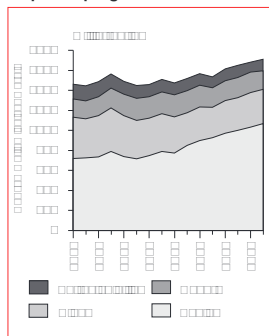
Source : Agreste

En 2007, la production de poulet s'est fortement redressée



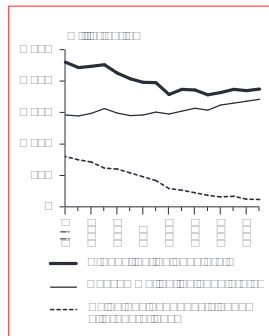
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Depuis 2007, la consommation de poulet progresse fortement



Source : Agreste

Recul persistant du solde du commerce extérieur de volailles



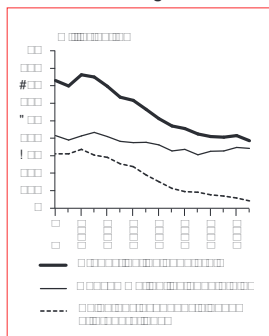
Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

Depuis 1998, les exportations de viande de volailles se sont réduites de près d'un tiers, alors que les importations progressaient de plus de 240 %

En 2013, les échanges extérieurs français de viande et préparations de volailles se répartissent ainsi : le poulet représente près de 77 % des tonnages exportés, contre 14 % pour la dinde, 8 % pour le canard et 1 % pour les autres viandes de volailles. S'agissant des viandes importées, le poulet représente 87 % des tonnages, la dinde environ 9 %, le canard 3 % et les autres volailles 1 %.

Le solde du commerce extérieur de viandes et préparations de dinde recule

La production de dinde est en constante régression

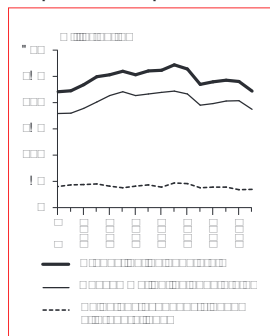


Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

de 51 % au cours la période 1998-2006, puis encore plus fortement (- 73 %) sur la période 2006-2013.

Le solde commercial du poulet a reculé également. Cependant, la réduction a été moindre au cours de la période 2006-2013 que pendant la période 1998-2006 (respectivement - 57 % et - 79 %). Le commerce de viandes et préparations de poulet a bénéficié d'une forte reprise vers les pays tiers à compter de 2007, à la sortie de la crise de l'influenza aviaire. Soutenues par les restitutions, les exportations de poulet ont doublé vers l'Arabie Saoudite entre 2006 et 2013, atteignant 165 000 tec. Pour le Yémen, les volumes sont passés à 39 000 tec

La production de canard est quasi-stable depuis 1998



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

(+ 124 %). Dans le même temps, Oman a doublé quasiment ses achats (10 400 tec en 2013), tandis que les Émirats Arabes Unis ont augmenté leurs importations en provenance de la France de 49 % (13 600 tec en 2013).

Le solde du commerce extérieur de viandes et préparations de poulet est négatif en valeur

À partir de 2009, le solde commercial des viandes et préparations de poulet est devenu négatif en valeur, alors qu'il restait encore positif en volume. Ceci s'est produit sous le double effet de la forte progression des envois de poulet export vers le Moyen-Orient, à faible valeur ajoutée et de l'augmentation des importations depuis l'Union européenne, concernant des pièces plus onéreuses. En 2013, les soldes en volume et en valeur avec l'Union européenne sont tous deux négatifs (respectivement - 270 000 tec et - 470 millions d'euros), alors qu'ils sont positifs avec les pays tiers (respectivement + 310 000 tec et + 370 millions d'euros).

En 2013, le solde commercial du poulet en volume est en hausse, suite à la bonne tenue des exportations et à la stabilité des achats extérieurs. Les exportations ont été dynamiques au premier semestre, puis la suppression des restitutions à l'exportation intervenue à partir de juillet a entraîné leur recul, en glissement annuel, au cours du dernier trimestre.

Recul du solde commercial en volume des viandes et préparations de dinde depuis l'an 2000

Unité : millier de tonnes-équivalent-carcasse

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations	319	321	346	320	311	276	265	221	185	150	138	140	122	113	103	89
Importations	9	10	9	16	21	21	28	32	33	37	43	49	46	45	45	48
Solde commercial	311	311	337	304	291	254	238	189	152	113	94	91	76	68	58	41

Source : DGDDI (Douanes)

En 2013, le solde commercial en volume des viandes et préparations de poulet s'est redressé

Unité : millier de tonnes-équivalent-carcasse

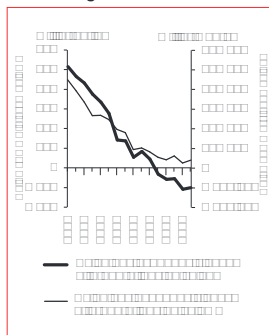
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations	575	538	497	447	440	437	395	405	328	399	409	404	437	486	474	487
Importations	128	145	163	181	172	190	200	225	235	297	326	350	397	425	449	447
Solde commercial	448	393	334	265	268	247	195	180	93	102	82	54	41	61	25	40

Source : DGDDI (Douanes)

Les importations françaises de poulet depuis l'UE sont en forte augmentation depuis 1998, notamment pour les morceaux désossés

Depuis 1998, les importations de viandes et préparations de poulet sont

À partir de 2009, le solde commercial de poulet en valeur devient négatif



Sources : Agreste, DGDDI (Douanes)

en forte augmentation en volume depuis l'Union européenne, quels que soient la présentation et le conditionnement : poulets entiers, morceaux désossés ou non et préparations diverses. Depuis les pays tiers, les importations de viandes et préparations de volaille sont peu importantes (6,5 % du total importé).

Les pièces désossées représentent la progression la plus importante en volume, notamment de 2006 à 2013 avec plus de 100 000 tec supplémentaires. Parmi les pays qui augmentent le plus leurs envois de morceaux désossés de poulet au cours de la période, se trouvent les Pays-Bas (+ 43 000 tec), la Pologne (+ 20 000 tec), l'ensemble Belgique-Luxembourg (+ 13 000 tec), l'Espagne et la Lituanie (+ 5 000 tec chacun).

Pour le poulet entier, les plus fortes progressions proviennent de l'ensemble Belgique-Luxembourg (+ 7 200 tec), les Pays-Bas (+ 4 000 tec) et la Pologne (+ 2 100 tec). Les importations de morceaux non-désossés de

poulet progressent depuis l'Allemagne (+ 16 000 tec), les Pays-Bas (+ 15 800 tec), l'ensemble Belgique-Luxembourg (+ 13 600 tec) et la Pologne (+ 9 200 tec).

Les achats de préparations de poulet ont été en forte baisse au cours de la période 1998-2006, quelles que soient les destinations. La situation s'est redressée vers les pays tiers au cours de la seconde période, notamment pour les poulets entiers dits « export » vers le Moyen-Orient (plus de 120 000 tec supplémentaires entre 2006 et 2013). À l'inverse, les envois de poulets entiers sont en baisse vers l'Union européenne, tandis que les ventes de pièces désossées progressent quelles que soient les destinations.

Les expéditions françaises de poulets entiers sont en hausse vers les pays tiers après 2006

Les exportations françaises de poulet ont été en forte baisse au cours de la période 1998-2006, quelles que soient les destinations. La situation s'est redressée vers les pays tiers au cours de la seconde période, notamment pour les poulets entiers dits « export » vers le Moyen-Orient (plus de 120 000 tec supplémentaires entre 2006 et 2013). À l'inverse, les envois de poulets entiers sont en baisse vers l'Union européenne, tandis que les ventes de pièces désossées progressent quelles que soient les destinations.

Les achats de poulet depuis l'Union européenne augmentent quelque soit le conditionnement

	1998	2006	2013	2006/1998	2013/2006
	tonne-équivalent-carcasse			%	
Importations en provenance de l'UE					
Poulet « dit entier »	18 459	12 175	26 805	- 34	120
Poulet non-désossé	61 356	133 174	189 914	117	43
Poulet désossé	35 741	59 395	160 050	66	169
Préparations	6 474	14 996	38 651	132	158

Source : DGDDI (Douanes)

Le solde du commerce extérieur de dinde s'érode fortement

Depuis 1998, la chute des exportations de viandes et préparations de dinde est spectaculaire (- 72 %), alors que les importations ont plus que quintuplé. Le solde s'est fortement réduit, mais reste toujours positif en volume et en valeur. Le repli des envois a touché toutes les destinations (- 70 % vers l'UE et - 78 % vers les pays tiers). De fortement exportatrice de viande de dinde vers l'Allemagne en 1998 avec 59 000 tec, la France devient importatrice nette depuis ce pays en 2013 (15 000 tec importées contre 14 500 tec expédiées). La chute des exportations est de 97 % vers la Russie, de 30 % vers l'Afrique subsaharienne, de 90 % vers le Royaume-Uni et les Pays-Bas, et de 70 % vers l'Espagne.

Forte progression des ventes de poulets entiers vers les pays tiers à compter de 2006

	1998	2006	2013	2006/1998	2013/2006
	tonne-équivalent-carcasse			%	
Exportations vers l'Union européenne					
Poulet « dit entier »	87 891	44 275	31 145	- 50	- 30
Poulet non-désossé	37 351	22 753	34 538	- 39	+ 52
Poulet désossé	33 648	32 172	37 131	- 4	+ 15
Préparations	41 298	47 767	46 759	+ 16	- 2
Exportations vers les pays tiers					
Poulet « dit entier »	320 930	144 385	256 831	- 55	+ 78
Poulet non-désossé	31 370	34 119	47 013	+ 9	+ 38
Poulet désossé	15 160	17 061	27 088	+ 13	+ 59
Préparations	1 283	5 677	4 730	+ 342	- 17

Source : DGDDI (Douanes)

Sur la période considérée, les expéditions de viande de dinde sont globalement en repli quel que soit le conditionnement (morceaux désossés

ou non, ainsi que préparations). En parallèle, les achats ont progressé depuis l'Union européenne, notamment pour les pièces désossées.

Le solde en valeur du commerce extérieur de viandes et préparations de canard et de pintade progresse depuis 1998

La production de canard (à rôti et à gaver) a été quasi-stable entre 1998 et 2013, alors que la consommation était en hausse de 4 %. Le solde du commerce extérieur en volume s'est érodé au cours de la période (- 11 %), malgré une hausse des exportations (+ 6 %, soit 3 000 tec de plus), la progression des importations étant plus importante (+ 75 %, soit 7 000 tec supplémentaires). À l'inverse, le solde en valeur a augmenté dans le même temps (160 millions d'euros en 2013 contre 140 millions en 1998).

La production française de pintade s'est réduite d'un tiers entre 1998 et 2013, tandis que la consommation indigène reculait de près de 40 %. Le commerce extérieur des viandes et préparations de pintade se porte bien : le solde a progressé de 144 % en 15 ans sous la double impulsion d'une hausse des exportations (+ 131 %) et d'un repli des importations (- 20 %).

Les achats de viande et préparations de dinde depuis l'Union européenne augmentent fortement

	1998	2006	2013	2006/1998	2013/2006
	tonne-équivalent-carcasse			%	
Importations en provenance de l'UE					
Dinde « dite entière »	502	1 816	2 072	261	14
Dinde non-désossée	3 523	9 609	12 187	173	27
Dinde désossée	1 395	7 872	22 116	464	181
Préparations	1 931	6 752	9 147	250	35

Source : DGDDI (Douanes)

Les ventes de dindes se rétractent, quelles que soient les destinations

	1998	2006	2013	2006/1998	2013/2006
	tonne-équivalent-carcasse			%	
Exportations vers l'Union européenne					
Dinde « dite entière »	43 007	22 833	14 000	- 47	- 39
Dinde non-désossée	27 391	33 083	22 495	+ 21	- 32
Dinde désossée	132 775	59 927	24 372	- 55	- 59
Préparations	16 504	12 081	6 750	- 27	- 44
Exportations vers les pays tiers					
Dinde « dite entière »	1 203	1 173	1 643	- 2	+ 40
Dinde non-désossée	27 699	16 162	14 002	- 42	- 13
Dinde désossée	60 012	38 229	5 309	- 36	- 86
Préparations	10 908	1 725	848	- 84	- 51

Source : DGDDI (Douanes)

Pour en savoir plus

- dans la rubrique « Conjoncture - Aviculture » pour les publications Agreste Conjoncture
- dans la rubrique « Conjoncture - Le Bulletin - Aviculture » pour les principales séries chiffrées
- dans « Données en ligne - Disar - Élevage - Conjoncture avicole » pour des données complémentaires

Les dernières publications Agreste parues sur le thème sont :

- « Les abattages de volailles sont en forte baisse en décembre », Infos rapides Aviculture n° 2/11, février 2014
- « La production française de foie gras ralentit en 2012 », Synthèses Aviculture, n° 2013/216, juillet 2013
- « Après l'embellie de 2012, la production de dinde poursuit son repli en 2013 », Synthèses Aviculture, n° 2013/211, juin 2013
- « En 2011, le succès du poulet auprès des consommateurs ne se dément pas », Synthèses Aviculture, n° 2012/187, septembre 2012

Sources, définitions et méthodes

Sources

- L'enquête auprès des abattoirs de volailles et de lapins pour les abattages de volailles (Gallus, dindes, canards, pintades, etc.)
- L'enquête auprès des sélectionneurs et accouveurs pour les éclosions de poussins
- Les statistiques de FAO/STAT pour les données relatives à la production mondiale
- Les statistiques de la direction générale des douanes et des droits indirects pour les données de commerce extérieur selon la NC8. Celles-ci sont converties en tonne-équivalent-carcasse pour comparer leurs évolutions avec celles des abattages.

Définitions

Consommation calculée par bilan = [Production - Exportations + Importations - Variations de stocks]

Description des postes NC8 concernant les volailles et les préparations à base de volailles

Poste NC8	Description
Poulets dits entiers	Coqs et poules [des espèces domestiques], présentés plumés, sans boyaux, avec la tête et les pattes, dénommés « poulets 83 % » ou avec le cou, le cœur, le foie et le gésier, dénommés « poulets 70 % », frais, réfrigérés ou congelés ou sans la tête ni les pattes et sans le cou, le cœur, le foie et le gésier, dénommés « poulets 65 % », frais, réfrigérés ou congelés ou coqs et poules autrement présentés, non-découpés en morceaux, frais ou réfrigérés (à l'excl. des « poulets 83 % » et des « poulets 70 % »)
Morceaux de poulets non désossés	Morceaux non désossés de coqs et de poules [des espèces domestiques], frais, réfrigérés ou congelés (demis ou quarts, dos, cous, poitrines, croupions, ailes, cuisses...)
Morceaux de poulets désossés	Morceaux désossés de coqs et de poules [des espèces domestiques], frais, réfrigérés ou congelés
Préparations à base de poulets	Préparations et conserves de viande ou d'abats de coqs et de poules [des espèces domestiques], contenant en poids > = 57 % de viande ou d'abats de volailles, non-cuits ou cuits et préparations et conserves de viande ou d'abats de coqs et de poules [des espèces domestiques], contenant en poids > = 25 %, mais < 57 % de viande ou d'abats de volailles et autres préparations et conserves de viande ou d'abats de coqs et de poules [des espèces domestiques]
Dindes dites entières	Dindons et dindes [des espèces domestiques], présentés plumés, vidés, sans la tête ni les pattes, mais avec le cou, le cœur, le foie et le gésier, dénommés « dindes 80 % », frais, réfrigérés ou congelés ou sans la tête ni le cou, sans les pattes, le cœur, le foie et le gésier, dénommés « dindes 73 % », frais, réfrigérés ou congelés ou dindons et dindes autrement présentés, non-découpés en morceaux, frais, réfrigérés ou congelés
Morceaux de dindes non désossés	Morceaux non désossés de dindons et dindes [des espèces domestiques], frais, réfrigérés ou congelés (demis ou quarts, dos, cous, poitrines, croupions, ailes, cuisses...)
Morceaux de dindes désossés	Morceaux désossés de dindons et de dindes [des espèces domestiques], frais, réfrigérés ou congelés
Préparations à base de dindes	Préparations et conserves de viande de dindes [des espèces domestiques], contenant exclusivement de la viande de dinde non-cuite ou préparations et conserves de viande ou d'abats de dinde [des espèces domestiques], contenant en poids > = 57 % de viande ou d'abats de volailles ou préparations et conserves de viandes ou d'abats de dindes domestiques, contenant < 57 % en poids de viandes ou d'abats de volailles (poids des os exclus)

[Retour éditorial](#)

En 2013, les exportations de céréales permettent à l'excédent agroalimentaire de se maintenir à un haut niveau

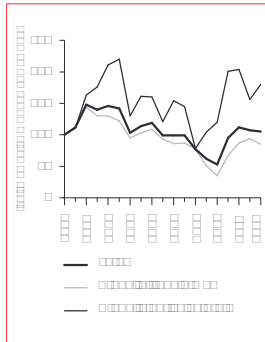
En 2013, l'excédent des échanges agroalimentaires atteint 11,6 milliards d'euros, en hausse de 105 millions d'euros par rapport à 2012. Néanmoins, ce sont surtout les évolutions de prix des produits alimentaires, favorables aux échanges français, qui permettent à l'excédent de se maintenir. La bonne production française de céréales et la demande mondiale soutenue au début de l'année 2013, ont permis aux exportations de céréales de fortement progresser. A contrario, les filières sucre et oléagineux ont pâti de la faiblesse de la production française de betterave et de colza. La mauvaise récolte française de pomme de terre a fait flamber les prix et a permis aux exportations d'augmenter en valeur, malgré des volumes en baisse.

En 2013, l'excédent des échanges agroalimentaires atteint 11,6 milliards d'euros, en hausse de 105 millions d'euros par rapport à 2012. Les exportations progressent de 1,8 milliard d'euros : la hausse des quantités vendues explique 26 % de la croissance des exportations et celle des prix 74 %. Les importations augmentent de 1,7 milliard d'euros : les quantités expliquent 38 % de cette croissance et les prix 62 %.

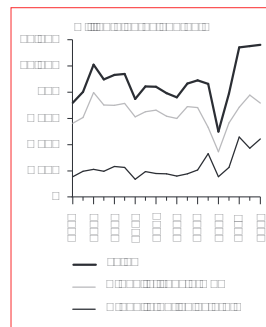
L'excédent progresse légèrement grâce à un bon début d'année

De janvier à avril 2013, l'excédent des échanges agroalimentaires a progressé par rapport aux mêmes mois de 2012. À partir de mai 2013, il diminue jusqu'à novembre, pour finir sur une légère hausse au mois de décembre.

En volume, l'excédent agroalimentaire diminue légèrement en 2013



En valeur, l'excédent agroalimentaire reste stable en 2013 pour la deuxième année consécutive

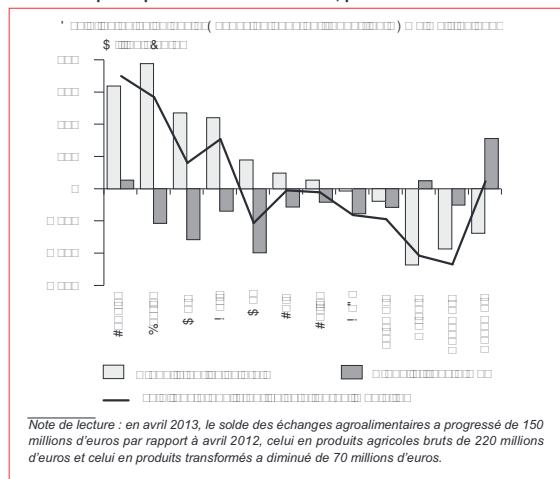


En effet, la demande mondiale en céréales et les bonnes disponibilités françaises en début d'année ont permis à l'excédent en produits agricoles bruts de progresser très fortement jusqu'au mois d'avril. Si, entre mai et juillet, l'excédent en produits agricoles

bruts a continué de progresser, sa progression n'a pas permis de compenser la dégradation de l'excédent en produits transformés, entamée à partir de septembre 2012. Néanmoins, sur les trois derniers mois de 2013, l'excédent en produits transformés s'est

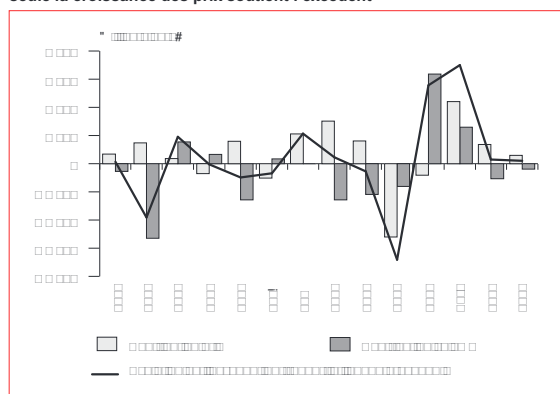
repris et affichait même une nette hausse en décembre. *A contrario*, l'excédent en produits agricoles bruts connaît une baisse à partir du mois d'août et de l'arrivée d'une nouvelle campagne céréalière, moins favorable aux exportations françaises en raison d'un recul des prix.

L'excédent agroalimentaire est supérieur à celui de 2012 durant les quatre premiers mois de l'année, puis inférieur



Source : DGDDI (Douanes)

En 2013, pour la seconde année consécutive, seule la croissance des prix soutient l'excédent



Sources : DGDDI (Douanes), Calculs Agreste

Au total, en 2013, l'excédent des échanges de produits agricoles bruts atteint 4,4 milliards d'euros. Les exportations progressent de 1,3 milliard d'euros (+ 8 %), les quantités exportées progressant de 6 % et les prix de 2,0 %. Les importations progressent de 560 millions d'euros : les volumes augmentent de 3,2 % et les prix de 1,2 %.

Le solde des échanges en produits transformés diminue quant à lui de 612 millions d'euros par rapport à 2012. Les exportations de produits transformés augmentent de 541 millions d'euros (+ 1,3 %), sous l'effet de la hausse des prix (+ 2,4 %), alors que le volume des exportations diminue (- 1,1 %). Les importations progressent, elles, de 1,3 milliard d'euros (+ 3,3 %) : la hausse des prix (+ 2,4 %) explique en grande partie cette hausse, les volumes importés de produits transformés n'affichant qu'une hausse légère (+ 0,8 %).

Forte hausse des exportations de céréales, malgré la chute des prix en fin d'année

L'excédent de la filière céréalière – constituée de céréales sous leur forme brute ou après transformation – augmente de 1,2 milliard d'euros. L'excédent en produits bruts augmente grâce à la croissance des exportations en volume (+ 17 %), les prix restant stables en moyenne sur l'année. L'excédent en produits céréaliers transformés, reste stable au contraire, exportations comme importations évoluant peu.

Pour la campagne céréalière 2012/2013, le bilan mondial en céréales a affiché un déficit, c'est-à-dire que la consommation a été plus importante que la production. En effet, la production mondiale de céréales était en baisse. Dans ce contexte, les cours des céréales ont fortement augmenté. La hausse des productions françaises

de blé tendre et d'orge affichaient des hausses, ce qui a permis d'avoir des disponibilités à l'exportation. Ainsi, durant les six premiers mois de 2013, correspondant à la fin de campagne 2012/2013, les exportations ont profité des hausses de prix et de la demande, en particulier à destination des pays du Maghreb – Algérie, Tunisie – et du Proche et Moyen-Orient – Yémen, Syrie, Turquie, Arabie Saoudite – ainsi que des pays de l'Union européenne. À partir de juillet et du début de la campagne 2013/2014, annoncée excédentaire, les cours céréalières se sont fortement détendus. Malgré cela, les quantités exportées affichaient encore une hausse, pourtant insuffisante à compenser la chute des cours. De ce fait, la valeur des exportations a reculé à partir d'octobre.

La mauvaise récolte française de colza de 2013 creuse le déficit de la filière oléagineuse et plombe le solde des échanges agroalimentaires avec l'UE

En 2013, le déficit de la filière oléagineuse – graines, huiles, tourteaux – se creuse de 635 millions d'euros pour atteindre 2,6 milliards d'euros. Les échanges de graines oléagineuses voient notamment leur déficit s'accroître de 502 millions d'euros, les exportations diminuant de 134 millions d'euros tandis que les importations progressent de 368 millions d'euros. La production française de colza a en effet affiché une baisse de 20 % en 2013 du fait d'une mauvaise météo hivernale, poussant les exportations à la baisse et les importations à la hausse.

Le déficit des échanges d'huiles, graisses et tourteaux se creuse, quant à lui, de 133 millions d'euros. Hors tourteaux, les exportations d'huiles et graisses diminuent de 192 millions d'euros (-16 %), sous l'effet de la baisse des prix (-7 %) et des volumes exportés (-10 %). Les importations d'huiles et graisses hors tourteaux diminuent également mais dans une moindre mesure : -132 millions d'euros, sous l'effet de la baisse des prix (-3,5 %) et des volumes (-2,7 %). S'agissant des tourteaux, le déficit se creuse aussi, les importations progressant plus vite que les exportations (respectivement +103 et +30 millions

d'euros, soutenues par la forte hausse des prix (+9 % à l'importation et +11 % à l'exportation).

S'agissant des graines, la hausse des importations concerne le colza et le tournesol en provenance de l'UE, tandis que les volumes importés de soja en provenance des pays tiers diminuent de 19 %. De même, le déficit des échanges en huiles, graisses et tourteaux se dégrade uniquement avec l'UE. Ainsi, le déficit de la filière oléagineuse avec l'UE se creuse de 694 millions d'euros en 2013, alors que l'excédent de l'ensemble des échanges agroalimentaires avec l'UE se réduit de 362 millions d'euros. De fait, la filière oléagineuse fait plus que contribuer à la baisse de l'excédent avec l'UE.

Suite à deux mauvaises campagnes betteravières, les exportations de sucre diminuent

Le solde des échanges en sucre diminue de 268 millions d'euros, du fait principalement de la baisse des exportations de sucre de 243 millions d'euros (-16 %). Les quantités exportées baissent de 15 % et les prix de 1,1 %. Cette baisse des exportations est à mettre en parallèle avec la baisse de la production de sucre pour la campagne 2012/2013, suivie par une seconde baisse de la production pour 2013/2014. Ainsi, toutes les destinations sont concernées par cette baisse. En revanche, les importations de sucre augmentent de 25 millions d'euros, du fait de la hausse des volumes achetés (+12 %), notamment en provenance du Brésil et du Costa Rica pour les pays tiers et de la Belgique et de la Pologne pour les pays de l'UE.

L'excédent en pomme de terre progresse grâce à la flambée des cours

En 2012, la production de pomme de terre, du fait d'une météo peu favorable, présentait une baisse importante par rapport à 2011. Cette baisse de la production concernait l'ensemble des pays exportateurs européens : France, Belgique, Allemagne et Pays-Bas. Ce manque de disponibilité européen en pomme de terre a fait augmenter très fortement le prix de la pomme de terre

tout au long de la campagne 2012/2013. Ainsi, en 2013, malgré des quantités exportées de pomme de terre en baisse (-2,9 %), les exportations de pomme de terre en frais ont augmenté de 168 millions d'euros, grâce à la hausse des prix (+46 %). En revanche, les importations de pomme de terre en frais augmentent de 40 millions d'euros, sous l'effet conjoint de la hausse des quantités achetées (+16 %) et des prix (+24 %).

La hausse des cours de la pomme de terre impacte aussi la valeur des échanges de pomme de terre transformée. Ainsi, les importations de pomme de terre transformée, malgré des quantités achetées stables, augmentent de 58 millions d'euros, du fait de la hausse des prix (+11 %). Les exportations de pomme de terre transformée progressent aussi sous l'effet des prix, les quantités vendues étant même en baisse.

Au final, l'excédent des échanges en pomme de terre à l'état frais ou transformé atteint 139 millions d'euros et progresse de 81 millions d'euros par rapport à 2012.

La hausse des prix des fruits et légumes creuse le déficit des échanges pour ces produits

Le déficit en fruits et légumes frais ou transformés atteint 4,6 milliards d'euros en 2013, et se creuse de 255 millions d'euros par rapport à 2012. La hausse globale des prix des fruits et légumes frais fait augmenter la valeur des échanges des produits en frais, de 77 millions d'euros pour les exportations et de 377 millions d'euros pour les importations, et ce malgré des évolutions faibles des volumes échangés. La hausse des prix des fruits et légumes ne concerne pas les produits transformés. Ainsi, les importations évoluent peu. En revanche, les exportations de fruits et légumes transformés augmentent de 73 millions d'euros, grâce à des volumes vendus en hausse de 5 % vers l'UE et les États-Unis.

Forte baisse des exportations de bovins vivants et de viandes bovines

L'excédent des échanges de la filière animale s'élève à 700 millions d'euros,

en baisse de 205 millions d'euros. S'agissant des animaux vivants, le solde diminue de 67 millions d'euros. En effet, les exportations de bovins vivants diminuent de 161 millions d'euros, sous l'effet de la baisse des envois vers l'Italie et l'arrêt des envois vers la Turquie. Cette baisse est en partie compensée par la hausse des exportations des autres animaux, notamment de chevaux.

Le déficit des échanges de produits animaux – constitués des viandes et leurs préparations, ainsi que des sous-produits issus de l'abattage (abats, peaux, etc.) – se creuse de 137 millions d'euros, pour atteindre 852 millions d'euros. Le déficit des échanges se dégrade pour les viandes bovines (- 104 millions d'euros) et les viandes porcines (- 48 millions d'euros). En revanche, l'excédent des échanges de viandes de volaille se maintient.

Concernant la viande bovine, la dégradation du déficit provient d'une baisse des exportations de 88 millions d'euros (- 8 %). Les quantités exportées diminuent de 9 % et les prix augmentent de 1,0 %. La baisse des exportations concerne l'ensemble des principaux clients de la France (Italie, Grèce, Espagne, etc.). Cette baisse des quantités exportées est à mettre en lien avec celle des abattages de bovins qui diminuent pour la seconde année consécutive (- 5 % en 2013). Néanmoins, la baisse des exportations conjuguées à une stabilité des quantités achetées ne compensent pas la baisse des abattages français de bovins. De fait, la consommation apparente française de viande bovine diminue.

Les exportations de viandes porcines restent stables en 2013. En revanche, les importations progressent de 42 millions d'euros (+ 4,2 %) par rapport à 2012, sous l'effet conjoint de la hausse des prix (+ 2,7 %) et des quantités achetées (+ 1,9 %), en particulier en provenance d'Espagne.

Le solde des échanges en produits laitiers diminue

Le solde des échanges de produits laitiers diminue de 122 millions d'euros en 2013. Les exportations progressent de 232 millions d'euros et les importa-

tions de 353 millions d'euros. Ces fortes hausses des échanges s'expliquent par la croissance importante des prix du lait et des produits laitiers : ainsi, les prix à l'exportation ont progressé de 6 % et ceux à l'importation de 10 %. En revanche, en volume, les exportations diminuent de 2,6 % et les importations augmentent de 1,9 %.

L'excédent des échanges de boisson ne progresse plus

En 2013, l'excédent des échanges en boissons se stabilise à 10,7 milliards d'euros et augmente uniquement de 22 millions d'euros, alors qu'il affichait une forte croissance depuis 2010. Tiré principalement par les demandes asiatique et américaine en vins et cognac, l'excédent a augmenté de 3,5 milliards d'euros entre 2009 et 2012.

En 2013, les exportations de boissons s'élèvent à 13,7 milliards d'euros et progressent de 76 millions d'euros. Les quantités exportées diminuent de 1,3 %, du fait de ventes de vins tranquilles et de cognac en baisse à destination de la Chine (*En 2013, le léger tassement des exportations de vins ne pèse pas sur les prix*, Viticulture n° 233/2014, mars 2014) et de ventes de bière aussi en baisse vers le Monténégro et l'Allemagne. Toutefois, les ventes de champagnes augmentent grâce aux envois vers Singapour, l'Allemagne et la Russie. Celles de malt progressent à destination de l'Afrique noire, du Vietnam et de l'Amérique du Sud. Enfin, les exportations de boissons non alcoolisées croissent grâce aux envois vers la Belgique.

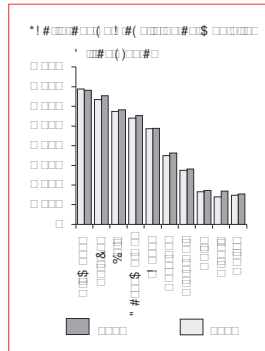
L'excédent des échanges avec les pays tiers dépasse celui avec l'UE

En 2013, avec 65 % des exportations et 70 % des importations agroalimentaires, les pays de l'UE restent les principaux partenaires de la France. Ainsi, les six premiers clients de la France sont des pays européens, les États-Unis, la Chine et l'Algérie arrivant ensuite. De même, les six premiers fournisseurs de la France en produits agroalimentaires sont européens. La Suisse détient la septième place, le Brésil et les États-Unis ne tenant que les neuvième et dixième places.

Néanmoins, seuls les échanges avec les pays tiers permettent à l'excédent agroalimentaire français de se maintenir en 2012 et en 2013. En effet, en 2013, pour la seconde année consécutive, l'excédent avec l'UE diminue passant de 6,4 milliards d'euros en 2011 à 5,4 milliards d'euros en 2013. *A contrario*, l'excédent avec les pays tiers progresse, et ce depuis 2010. Ainsi, en 2013, il dépasse pour la toute première fois, avec 6,2 milliards d'euros, celui avec l'UE. En 2008, la contribution des pays tiers à l'excédent agroalimentaire était de 14 %. Depuis lors, elle n'a cessé d'augmenter, avec un bond important en 2010, pour atteindre 53 % de l'excédent agroalimentaire en 2013.

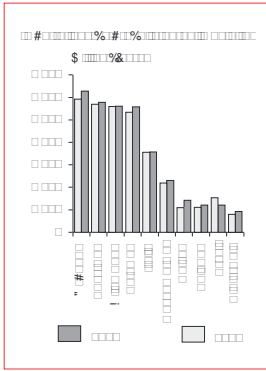
En 2013, les pays du Maghreb – Algérie, Tunisie – ainsi que ceux du Proche et Moyen-Orient – Arabie Saoudite, Syrie, Yémen – contribuent le plus à la croissance des exportations de produits agricoles et agroalimentaires. En particulier, les exportations de céréales vers ces pays ont été très importantes. En revanche, les exportations vers l'Égypte se contractent, du fait d'une moindre demande en céréales. Les ventes vers la Turquie diminuent, du fait de l'arrêt des exportations de bovins vivants vers cette destination.

Les pays de l'Union européenne sont les principaux clients de la France



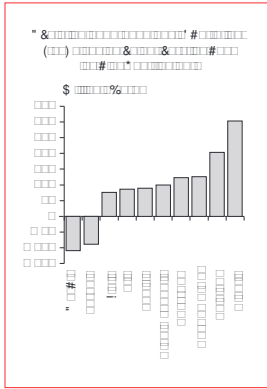
Source : DGDDI (Douanes)

... ainsi que les premiers fournisseurs de la France



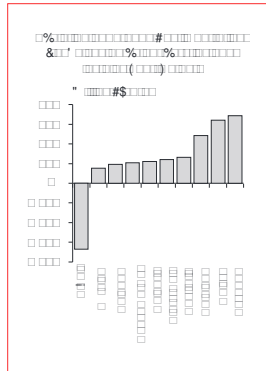
Source : DGDDI (Douanes)

Les pays du Maghreb et du Proche et Moyen-Orient ont fortement contribué aux évolutions des exportations en 2013



Source : DGDDI (Douanes)

Hausse des importations en provenance d'Espagne et de Suisse et baisse depuis le Brésil



Source : DGDDI (Douanes)

L'excédent des échanges agroalimentaires progresse grâce aux produits agricoles bruts

Unité : million d'euros

Produits CPF4	Monde					
	Importations		Exportations		Solde	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Produits agricoles bruts et agroalimentaires	46 670	48 382	58 167	59 983	11 497	11 602
PRODUITS BRUTS	11 389	11 948	15 112	16 388	3 723	4 440
Agriculture et élevage	9 885	10 345	14 228	15 491	4 342	5 146
Céréales, légum., oléagi.	1 322	1 719	8 314	9 376	6 992	7 657
Céréales n. c. riz	353	384	6 945	8 143	6 591	7 759
Oléoprotéagineux	961	1 328	1 364	1 230	403	- 99
Légumes, fleurs, plantes	2 662	2 832	1 967	2 289	- 696	- 543
Légumes	2 093	2 255	1 744	2 033	- 350	- 222
Prod. cult. permanentes	5 363	5 272	1 790	1 752	- 3 574	- 3 520
Fruits	3 070	3 323	1 448	1 396	- 1 622	- 1 927
Café, cacao, thé	1 013	768	34	31	- 979	- 737
Animaux vifs, œufs, miel	538	522	2 157	2 073	1 619	1 552
Bovins	63	59	1 432	1 272	1 369	1 213
Produits sylvicoles	231	226	375	380	144	154
Pêche et aquaculture	1 273	1 377	510	518	- 764	- 860
IAA, Tabacs	35 281	36 434	43 054	43 596	7 774	7 162
Viandes, prod. de l'abattage	5 570	5 692	4 856	4 840	- 715	- 852
Viande bovine	1 388	1 404	1 064	976	- 324	- 428
Viande porcine	900	942	945	939	45	- 3
Volaille	937	945	1 044	1 060	107	115
Prod. préparés de la pêche	3 437	3 549	827	838	- 2 610	- 2 712
Prod. à base de fruits & lég.	4 152	4 238	1 875	1 960	- 2 277	- 2 279
Huiles, tourteaux, corps gras	3 720	3 692	1 391	1 229	- 2 329	- 2 462
Tourteaux	1 566	1 670	162	193	- 1 404	- 1 477
Produits laitiers, glaces	2 964	3 317	6 358	6 590	3 394	3 273
Fromages	1 163	1 246	2 885	3 012	1 722	1 766
Produits des céréales	1 493	1 556	2 751	2 814	1 258	1 259
Biscuits, pâtisseries, pâtes	1 911	1 998	1 501	1 606	- 410	- 392
Autres produits alimentaires	6 368	6 732	7 475	7 600	1 106	869
Sucre	312	336	1 491	1 248	1 179	912
Chocolat, confiserie	2 288	2 360	1 938	1 924	- 350	- 436
Aliments pour animaux	808	823	1 866	1 921	1 058	1 099
Boissons	2 978	3 032	13 658	13 734	10 680	10 702
Vins, champagne	631	654	7 846	7 861	7 215	7 208
Eaux-de-vie, alcools	992	1 057	3 686	3 668	2 695	2 610
Tabacs	1 880	1 804	496	462	- 1 383	- 1 342

Sources : DGDDI (Douanes)

En 2013, l'excédent des échanges avec les pays tiers progresse pour les céréales

Unité : million d'euros

Produits CPF4	Échanges de la France avec les pays tiers					
	Importations		Exportations		Solde	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Produits agricoles bruts et agroalimentaires	14 115	14 710	19 799	20 861	5 684	6 151
PRODUITS BRUTS	5 266	5 529	4 245	5 053	- 1 021	- 476
Agriculture et élevage	4 626	4 843	4 050	4 816	- 577	- 27
Céréales, légum., oléagi.	862	1 088	2 747	3 543	1 884	2 455
<i>Céréales n. c. riz</i>	120	165	2 530	3 300	2 410	3 135
<i>Oléoprotéagineux</i>	743	923	217	243	- 526	- 680
Légumes, fleurs, plantes	731	819	466	533	- 266	- 286
<i>Légumes</i>	592	661	333	365	- 260	- 296
<i>Prod. cult. permanentes</i>	2 869	2 756	410	401	- 2 459	- 2 355
<i>Fruits</i>	1 403	1 539	335	322	- 1 068	- 1 217
<i>Café, cacao, thé</i>	870	692	6	7	- 864	- 686
Animaux vifs, œufs, miel	163	180	427	339	264	158
<i>Bovins</i>	3	5	218	114	215	109
Produits sylvicoles	125	119	116	135	- 10	16
Pêche et aquaculture	515	568	79	102	- 435	- 465
IAA, Tabacs	8 849	9 181	15 554	15 808	6 705	6 627
Viandes, prod. de l'abattage	542	531	1 244	1 282	702	751
<i>Viande bovine</i>	21	24	27	26	6	1
<i>Viande porcine</i>	7	5	221	227	215	223
<i>Volaille</i>	39	29	520	537	482	508
Prod. préparés de la pêche	2 332	2 417	268	253	- 2 064	- 2 163
Prod. à base de fruits & lég.	1 218	1 185	404	424	- 814	- 760
Huiles, tourteaux, corps gras	1 846	1 651	183	180	- 1 663	- 1 471
<i>Tourteaux</i>	1 151	1 145	23	20	- 1 128	- 1 125
Produits laitiers, glaces	176	188	1 724	1 870	1 549	1 682
<i>Fromages</i>	74	75	618	671	544	596
Produits des céréales	283	297	546	570	263	273
Biscuits, pâtisseries, pâtes	114	119	291	309	177	190
Autres produits alimentaires	1 721	2 117	2 398	2 493	677	375
<i>Sucre</i>	95	125	243	166	147	41
<i>Chocolat, confiserie</i>	473	499	435	404	- 38	- 95
Aliments pour animaux	74	57	525	539	452	482
Boissons	487	562	7 744	7 686	7 258	7 123
<i>Vins, champagne</i>	189	187	4 112	4 074	3 923	3 887
<i>Eaux-de-vie, alcools</i>	162	231	2 856	2 795	2 694	2 564
<i>Tabacs</i>	55	57	226	202	171	146

Source : DGD (Douanes)

En 2013, la filière oléagineux et les produits laitiers plombent l'excédent des échanges avec l'Union européenne
Unité : million d'euros

Produits CPF4	Échanges de la France avec l'Union européenne					
	Importations		Exportations		Solde commercial	
	2012	2013	2012	2013	2012	2013
Produits agricoles bruts et agroalimentaires	32 555	33 672	38 368	39 123	5 813	5 451
PRODUITS BRUTS	6 123	6 419	10 868	11 335	4 744	4 916
Agriculture et élevage	5 259	5 502	10 178	10 675	4 919	5 173
Céréales, lég., oléagi.	459	631	5 567	5 833	5 108	5 202
Céréales n. c. riz	233	219	4 414	4 843	4 181	4 624
Oléoprotéagineux	218	405	1 147	986	929	581
Légumes, fleurs, plantes	1 931	2 014	1 501	1 756	- 430	- 257
Légumes	1 501	1 594	1 411	1 668	- 90	74
Prod. cult. permanentes	2 494	2 516	1 379	1 350	- 1 115	- 1 165
Fruits	1 667	1 784	1 113	1 074	- 554	- 710
Café, cacao, thé	143	76	28	25	- 114	-51
Animaux vifs, œufs, miel	375	341	1 730	1 735	1 356	1 394
Bovins	60	54	1 214	1 158	1 155	1 103
Produits sylvicoles	106	107	259	245	154	138
Pêche et aquaculture	759	810	430	415	- 328	- 394
IAA, TABACS	26 432	27 253	27 500	27 788	1 069	535
Viandes, prod. de l'abattage	5 028	5 161	3 612	3 558	- 1 417	- 1 604
Viande bovine	1 368	1 379	1 037	950	- 330	- 430
Viande porcine	893	937	723	712	- 170	- 226
Volaille	898	916	523	523	- 375	- 394
Prod. préparés de la pêche	1 104	1 133	559	584	- 546	- 549
Prod. à base de fruits & lég.	2 933	3 054	1 471	1 535	- 1 463	- 1 519
Huiles, tourteaux, corps gras	1 874	2 041	1 209	1 049	- 665	- 991
Tourteaux	415	524	139	172	- 276	- 352
Produits laitiers, glaces	2 788	3 129	4 634	4 720	1 846	1 591
Fromages	1 089	1 171	2 267	2 341	1 178	1 170
Produits des céréales	1 210	1 259	2 205	2 245	995	986
Biscuits, pâtisseries, pâtes	1 797	1 879	1 210	1 298	- 586	- 582
Autres produits alimentaires	4 647	4 614	5 076	5 108	429	494
Sucre	216	212	1 248	1 082	1 032	871
Chocolat, confiserie	1 815	1 861	1 503	1 520	- 312	- 341
Aliments pour animaux	734	765	1 341	1 382	606	617
Boissons	2 491	2 470	5 914	6 048	3 422	3 579
Vins, champagne	443	467	3 734	3 788	3 292	3 321
Eaux de vie, alcools	830	826	831	873	1	47
Tabacs	1 824	1 748	270	260	- 1 554	- 1 488

Sources : DGDDI (Douanes)

Sources, définitions et méthodes

Sources

- Commerce extérieur de la France : Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

Calcul des effets volume et prix

- Pour cette étude, l'évolution de la valeur du solde du commerce extérieur entre l'année $n - 1$ et l'année n est partagée en deux facteurs : l'effet quantité et l'effet prix unitaire. Ces deux effets conjugués représentent l'évolution du solde commercial.

Soient :

- $pe1$: la valeur unitaire à l'exportation de l'année $n - 1$
- $pe2$: la valeur unitaire à l'exportation de l'année n
- $pi1$: la valeur unitaire à l'importation de l'année $n - 1$
- $pi2$: la valeur unitaire à l'importation de l'année n
- $qe1$: la quantité exportée de l'année $n - 1$
- $qe2$: la quantité exportée de l'année n
- $qi1$: la quantité importée de l'année $n - 1$
- $qi2$: la quantité importée de l'année n

1. Pour chaque produit de la nomenclature douanière NC8, l'effet quantité et l'effet prix unitaire sur le solde du commerce extérieur ont été calculés ainsi :

$$\text{Effet quantité } n/n - 1 = (pe1 * qe2 - pe1 * qe1) - (pi1 * qi2 - pi1 * qi1).$$

- . Il représente l'évolution du solde à prix unitaire constant sur l'ensemble de la classe.

$$\text{Effet prix unitaire } n/n - 1 = (qe2 * pe2 - qe2 * pe1) \text{ ou } (qi2 * pi2 - qi2 * pi1).$$

- . Il représente l'évolution du solde à quantité constante sur l'ensemble de la classe.

2. On agrège au niveau des groupes de la CPF Rév. 2 en sommant les effets au niveau de la NC8.

Pour en savoir plus

- dans « Données en ligne/Disar/Données en ligne/Rubriques/Economie agricole/Conjoncture de l'économie agricole/Conjoncture du commerce extérieur agroalimentaire » pour les séries chiffrées

- dans la rubrique « Conjoncture - Commerce extérieur » pour les publications Agreste Conjoncture

Les dernières publications Agreste parues sont :

- « En dix ans, l'Allemagne est devenu l'acteur européen incontournable de la production de viande porcine », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2014/231, janvier 2014
- « En 2013, l'excédent des échanges agroalimentaires progresse grâce aux exportations de céréales », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2013/226, octobre 2013
- « En 2012, les échanges agroalimentaires avec les pays tiers s'intensifient », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2013/205, mars 2013
- « L'excédent agroalimentaire progresse grâce à une demande soutenue des pays tiers en produits transformés », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/195, octobre 2012
- « Marché européen de viande de poulet : la France concurrencée sur les marchés intérieur et intracommunautaire », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/188, septembre 2012
- « Bonne tenue de l'activité des IAA au premier trimestre 2012 », Synthèses Conjoncture Industrie agroalimentaire n° 2012/185, juillet 2012
- « Prix des céréales et ventes de produits transformés tirent l'excédent agroalimentaire », Synthèses Conjoncture Commerce extérieur agroalimentaire n° 2012/174, mars 2012

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le SSP
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
Cip : Comité interprofessionnel de la pintade
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
Cniel-Iri : Comité national interprofessionnel de l'économie laitière - Information resources Inc.
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
CNPO : Comité national pour la promotion de l'œuf
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofourmitures de l'Union européenne
Coop de France
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FranceAgriMer : office national unique des produits de l'agriculture et de la mer depuis le 1^{er} avril 2009
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Inra : Institut national de la recherche agronomique
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Itavi : Institut technique de l'aviculture
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OP : Organisme de producteurs
RNM : Réseau des nouvelles des marchés
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Snia : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
Synalaf : Syndicat national des labels avicoles de France
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
Unctad : United nations conference on trade and development (Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement)
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
WASDE : Word agricultural supplies and demand estimates

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
AOP : appellation d'origine protégée
ACE : aides aux cultures énergétiques
BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics

Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fob : free on board
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IGP : indication géographique protégée
IAA : industries agroalimentaires
lpaa : indice de prix de l'alimentation animale
lpampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
lppap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
Isop : informations et suivi objectif des prairies
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
Otex : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
ProdCom : production communautaire
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
tec : tonne-équivalent-carcasse
teoc : tonne-équivalent-œuf-coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officielle
VAIG : vins avec indication géographique
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site de FranceAgriMer - Réseau des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du RNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : agreste-info@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert les mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt
Secrétariat Général
SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE
12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 85 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Béatrice Sédillot
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
© Agreste 2014

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr